



Journal de la Section des Directeurs

N° 27 Janvier 2006

SNUI – 80/82 Rue de Montreuil 75011 Paris – Tél : 01-44-64-64-44 – Fax : 01-43-48-96-16 – E-mail : snui@snui.fr – <http://www.snui.fr>

*La section des Directeurs vous présente ses
meilleurs vœux pour l'année 2006*

Editorial

La Dgi doit jouer un rôle majeur dans le débat ouvert sur le financement de la protection sociale

Jacques Chirac a tracé la voie d'une réforme du financement de la part patronale des cotisations sociales.

Certes la prudence est de mise pour bon nombre de motifs : d'abord la promesse d'une grande réforme de la taxe professionnelle qu'il avait lancée n'a pas vraiment abouti, ensuite le MEDEF ne veut pas d'une assiette sur la valeur ajoutée et enfin le calendrier n'est pas favorable. On ne voit pas en effet une réforme de cette ampleur voir le jour à une encablure d'une élection présidentielle que l'intéressé regardera probablement en spectateur.

Et pourtant tout plaide pour qu'elle aboutisse tôt ou tard car personne n'ignore les limites du système actuel assis sur les salaires mais surtout un consensus politique et syndical très large s'est constitué sur le sujet (Hormis à l'extrême droite qui se focalise sur la préférence nationale et à l'extrême gauche où on attend la chute du capitalisme pour commencer à réfléchir à la question !).

Le SNUI pour sa part a explicitement et de longue date soutenu la thèse de la valeur ajoutée comme assiette de la part patronale.

Mais il faut aller jusqu'au bout de ce raisonnement. Si l'assiette est la valeur ajoutée alors le contrôle et le recouvrement doivent incomber à la DGI. C'est là que l'option stratégique de l'interlocuteur unique prend tout son sens.

Deux évolutions historiques de la DGI sont possibles soit une orientation vers une direction des ressources publiques incluant fiscalité et une partie des cotisations sociales, soit un rabougrissement démesuré de ses moyens budgétaires et humains.

On peut être d'accord ou pas mais ne pas en débattre serait plus qu'absurde : irresponsable.

La réforme de la part patronale d'assurance maladie ne doit pas faire pschitt !!!!

Enfin une information dans Echanges: Environ 13.000 suppressions d'emplois grâce à Copernic

La revue Echanges dans son édition d'octobre dernier a publié un long article sur Copernic. Et surtout une interview de Patrick Dailhé son charismatique directeur. Il nous confie sans détour l'information suivante: " A terme le programme devra dégager chaque année un excédent de recettes fiscales de l'ordre de la moitié de son coût global "

C'est à notre connaissance la première fois qu'est rendue publique l'évaluation globale des gains de productivité de Copernic. Sachant que le coût du programme est selon Echanges de 911 millions d'Euros sur 9 ans et que le coût budgétaire d'un emploi est de 35.000 Euros un rapide calcul permet d'évaluer les suppressions d'emplois à environ 13.000 sur les neuf années du programme.

Le reste du problème est assez simple à formuler : sachant que le programme a commencé en 2001 et que l'on connaît le volume de suppressions d'emplois depuis cette date combien en reste-il à supprimer d'ici 2010 ?

La remise des copies doit se faire avant la date de l'assemblée générale de la section des directeurs du SNUI où sera proclamé le résultat.

Chiennes de vies

Zéro SDF. On s'est moqué quand Lionel Jospin en a fait un argument de campagne. Trop peut être.

Quand la sécurité informatique réclame le zéro défaut et quand la sécurité sécuritaire prône la tolérance zéro, est-il vraiment si insensé d'imaginer un pays, un monde, sans misère, sans froid et sans haine.

Former des vœux pour que cessent un jour les « Chiennes de vies » c'est le sens que l'on voudrait donner aux engagements politiques et syndicaux pour 2006.